

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 14/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FM France

44 rue de Bruxelles
ZAC Paris-Oise
60126 Longueil-Sainte-Marie

Références : IC-R/121/26-AL/SL
Code AIOT : 0005103610

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/03/2026 dans l'établissement FM France implanté 44 rue de Bruxelles ZAC Paris-Oise 60126 Longueil-Sainte-Marie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FM France
- 44 rue de Bruxelles ZAC Paris-Oise 60126 Longueil-Sainte-Marie
- Code AIOT : 0005103610
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société FM France est spécialisée dans l'entreposage de produits alimentaires, de matières combustibles et dangereuses (dont par exemple des aérosols).

Le site de Longueil Sainte Marie a été construit en 1998. L'établissement est classé SEVESO seuil haut au titre de la nomenclature des installations classées pour certaines rubriques 4XXX. Le risque principal est l'incendie.

Les activités du site sont autorisées et réglementées par arrêté préfectoral complémentaire du 24 décembre 2014.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 4 avril 2024 donne acte de l'étude de dangers du site ainsi que des demandes de modification déposées par l'exploitant.

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	PC 3 : margelle et identification	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PC 1 : autosurveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 24/12/2014, article 9.2.5.1 de l'annexe I	Sans objet
2	PC 2 : analyse/transmission résultats auto surveillance eaux souterraines	AP Complémentaire du 24/12/2014, article 9.3.2.3 de l'annexe I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 30 mars 2026 a porté sur l'autosurveillance des eaux souterraines.

Il a été relevé deux non-conformités portant sur l'absence d'identification et de margelle au niveau des 4 piézomètres du site.

Par ailleurs, il a été relevé une observation portant sur l'absence d'enregistrement des résultats des analyses des eaux souterraines sous GIDAF avant 2024. Il est demandé à l'exploitant de compléter GIDAF.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC 1 : autosurveillance des eaux souterraines**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 24/12/2014, article 9.2.5.1 de l'annexe I**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesures périodiques**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place un réseau de piézomètres permettant de mesurer l'impact du site sur les eaux souterraines en cas d'évènement accidentel. Le réseau de surveillance est conçu conformément au guide méthodologique pour la mise en place et l'utilisation d'un réseau de forages permettant d'évaluer la qualité de l'eau souterraine au droit ou à proximité d'un site potentiellement pollué. Il est au minimum constitué de 3 piézomètres, 1 en amont hydraulique et 2 en aval hydraulique, au droit du site.

L'implantation des piézomètres, le nombre de prélèvements annuels (qui ne peut être inférieur à 2) ainsi que la nature des substances pertinentes à rechercher susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu des activités exercées, sont déterminés par l'exploitant à partir d'une étude hydrogéologique spécifique du site. Les dispositions minimum suivantes sont toutefois mises en oeuvre :

Piezomètres	PZ1 (amont hydraulique), PZ2 et PZ3 (aval hydraulique)
Paramètres	Périodicité de la mesure
Niveau piézométrique	semestrielle
Hydrocarbures totaux	semestrielle
BTEX	semestrielle

Toute anomalie doit être signalée dans les meilleurs délais, et si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine de la pollution constatée et, le cas échéant, les mesures à mettre en oeuvre. Il informe le Préfet du résultat de ses investigations complémentaires et des mesures prises et envisagées.

Constats :

L'exploitant a présenté le document "missions de diagnostic Géotechnique (G5)" du 22 juin 2011 réalisé par la société Ginger CEBTP.

L'étude hydrogéologique préalable prend en compte le contexte géologique et hydrogéologique ainsi que les risques naturels.

La direction d'écoulement de la nappe au niveau du site d'étude s'effectue du nord vers le sud, en direction de l'Oise.

Pour évaluer l'impact du site sur la nappe, il est recommandé la mise en place de 4 piézomètres :

- 2 piézomètres à l'amont du site, PZ3 et PZ4 destinés à évaluer la qualité des eaux à l'entrée du site ;
- 2 piézomètres à l'aval du site, PZ1 et PZ2 destinés à quantifier un éventuel impact du site sur les eaux.

L'étude indique que les paramètres pertinents à mesurer dans le cadre des analyses sont les hydrocarbures totaux et le BTEX (liés au trafic).

L'exploitant a également présenté le compte-rendu de réalisation des 4 piézomètres du site du 1^{er} août 2011 par la société GINGER CEBTP.

Lors de la visite, il a été constaté la présence des 4 piézomètres conformément au plan d'implantation.

La surveillance des eaux souterraines consiste en une campagne de deux prélèvements annuels sur les quatre piézomètres.

En 2025, deux campagnes ont été menées par la société Bureau Veritas :

- 2 juin 2025 - campagne hautes eaux ;
- 1^{er} décembre 2025 - campagne basses eaux.

La mesure de l'altitude du niveau piézométrique a été réalisée lors de ces campagnes.

Il n'est pas mentionné de dépassement des valeurs limites.

Or pour les paramètres pH, indice hydrocarbures volatils (C5-C9) et indice hydrocarbures C10-C40 il n'est pas précisé de valeur limite ou de référence dans le rapport du 2 juin 2025 de la société Bureau Veritas. Concernant le rapport du 1^{er} décembre 2025, il n'est pas précisé de valeurs pour les paramètres pH et hydrocarbures totaux.

Par mail du 10 avril 2026, l'exploitant mentionne : "aucune valeur limite n'est indiquée pour les hydrocarbures dans le rapport, toutefois, les résultats sont conformes, dans la mesure où le laboratoire ne peut pas détecter de présence d'hydrocarbures en-dessous du seuil de 0,10 mg/l. De ce fait, les analyses sont considérées comme conformes".

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : PC 2 : analyse/transmission résultats auto surveillance eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/12/2014, article 9.3.2.3 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, transmission résultats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats d'analyses pratiquées sur les prélèvements d'eaux souterraines (article 9.2.5) sont transmis tous les ans à l'inspection des installations classées. Toutefois, toute anomalie doit être signalée dans les meilleurs délais, et si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine de la pollution constatée et, le cas échéant, les mesures à mettre en œuvre. Il informe le Préfet du résultat de ses investigations et des mesures prises en envisagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant mentionne n'avoir jamais eu d'anomalies lors des campagnes d'autosurveillance des eaux souterraines. L'exploitant a transmis les résultats d'autosurveillance des années 2024 et 2025 sur GIDAF. Aucun autre résultat n'a été transmis entre 2015 et 2023. Il est demandé à l'exploitant de compléter GIDAF pour les années 2015 à 2023.</p> <p>3 piézomètres sont mentionnés sous GIDAF pour l'enregistrement des données. Cependant, le site dispose de 4 piézomètres. L'inspection a rajouté le piézomètre PZ4 sous GIDAF. L'exploitant peut dorénavant compléter GIDAF pour ce piézomètre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation n°1 : Il est demandé à l'exploitant de compléter GIDAF pour les années 2015 à 2023. L'exploitant complètera également les données pour le PZ4 qui est dorénavant accessible sous GIDAF.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : PC 3 : margelle et identification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Margelle et identification
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m² au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel.</p>

La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.

Les conditions de réalisation et d'équipement des forages, puits, sondages et ouvrages souterrains conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance doivent permettre de relever le niveau statique de la nappe au minimum par sonde électrique.

Tous les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance sont identifiés par une plaque mentionnant les références du récépissé de déclaration.

Lorsque un ou plusieurs des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains réalisés sont conservés pour effectuer un prélèvement d'eau destiné à la consommation humaine, soumis à autorisation au titre des articles R. 1321-6 à R. 1321-10 du code de la santé publique, les prescriptions ci-dessus peuvent être modifiées ou complétées par des prescriptions spécifiques, notamment au regard des règles d'hygiène applicables.

Constats :

Les 4 piézomètres utilisés dans le cadre de la surveillance des eaux souterraines sont visés par la rubrique IOTA 1.1.1.0.

Bien que non mentionné dans les arrêtés préfectoraux réglementant le site, l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié est applicable.

Lors de la visite, il n'a été constaté aucune margelle bétonnée afin d'éloigner les eaux de chacune des têtes des piézomètres.

<p>Non-conformité n°1 : Aucune margelle n'est présente au niveau des 4 piézomètres.</p> <p>De plus, aucun piézomètre n'est identifié.</p> <p>Non-conformité n°2 : Les 4 piézomètres ne sont pas identifiés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande d'action corrective n°1</u> : il est demandé à l'exploitant de mettre en place une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune des têtes des 4 piézomètres sous 3 mois. Cette margelle est de 3 m² au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel.</p> <p><u>Demande d'action corrective n°2</u> : il est demandé à l'exploitant d'identifier les 4 piézomètres sous 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>